

JEUDI 7 AOUT 2014

- = Pourquoi parler de crise du pétrole aujourd'hui? p.1
- = Statoil bredouille après une campagne de forages dans l'Arctique p.9
- = Occulter l'échec économique p.11
- = McGrath sur l'éventualité d'une guerre avec la Russie p.18
- = Les taux d'intérêt au plus bas : une raison de plus d'acheter de l'or p.20
- = Jacques Sapir : Le dollar ou la réponse de Poutine p.22
- = Les Américains voient leur 'rêve américain' s'éloigner p.27
- = La Russie décrète une "interdiction totale" de la plupart des produits alimentaires d'Europe et des USA p.28
- = La Fed avertit que 11 banques pourraient provoquer une nouvelle crise financière mondiale p.29
- = Tu donnes et tu la fermes !! « Nous approchons malheureusement du grand soir où tous les épargnants seront taxés » p.30
- = Effondrement et autonomisation p.33
- = La guerre qui vient : l'écrasante responsabilité du camp occidental p.34
- = Ce qu'il faut retenir des pertes du Crédit Agricole au Portugal p.38



Pourquoi parler de crise du pétrole aujourd'hui?

Transition-energie.com

Nous avons toujours connu le pétrole en tant que produit surabondant et bon marché.

Or, il apparaît de plus en plus que cette époque qui aura duré plus d'un siècle se termine

(voir "Genèse de la crise pétrolière").

Ce phénomène s'appelle le **pic pétrolier** ou **peak oil** en anglais.

Ce peak oil provoquera une crise qui naîtra de l'offre insuffisante par rapport à la demande et qui portera les prix à un niveau, et à une possible variation des cours, insoupçonnés aujourd'hui.

Le pic pétrolier désigne le moment où la production de pétrole d'un champ, d'une région ou d'un pays atteint un maximum pour décliner inexorablement ensuite.

Le phénomène a été maintes fois observé dans un certain nombre de régions du monde, notamment aux Etats-Unis qui ont atteint leur pic en 1970.

Aujourd'hui, **plus de 50 pays ont atteint leur pic.**

Le pétrole étant une ressource limitée, avec un renouvellement qui demande des millions d'années, **on peut légitimement se poser la question du moment où adviendra le pic à l'échelle du monde.**

Le pic pétrolier en bref

Pour résumer la situation, les quelques éléments ci-dessous donnent à réfléchir et éviteront que la problématique de la production de pétrole donne l'impression d'une simple pause technique sans autres conséquences.

Ce qui se produit au niveau d'un champ pétrolifère donné peut se produire à l'échelle du monde, et se produira inéluctablement à plus ou moins brève échéance.

Pour certains, le pic est déjà derrière nous.

En effet, les faits dénombrés ci-dessous sont là et ne sont pas contestables :

1 On consomme aujourd'hui 7 barils pour 1 découvert

Nous consommons environ 30 milliards de barils par an, pour 4 milliards de découverts (2005).

2 Le pic de découverte, c'est-à-dire le moment où le nombre de découvertes a culminé pour ensuite baisser inexorablement d'année en année remonte à 1965.

Et ce, quels que soient les progrès technologiques effectués depuis.

Les dernières découvertes de champs "géants" – les seuls qui comptent vraiment – concernent :

- Les côtes brésiliennes : pour 33 milliards de barils, soit un peu plus d'une année 2007 de production.

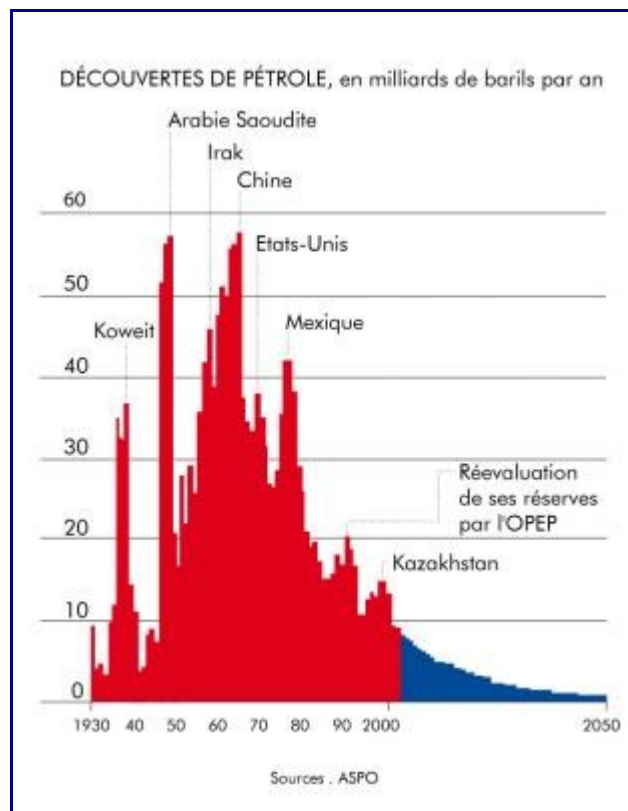
Le pétrole est enfoui sous une couche de sel de 800 m d'épaisseur, le tout entre 3 000 et 4 000 m de fond.

C'est ce qu'on appelle de l'offshore profond, difficile à extraire.

En outre, il faut tenir compte de l'écart entre la découverte et la réelle mise en production. Dans le cadre de ce type de champs, le délai peut-être de 10 à 15 ans.

- L'Arctique : pour 90 milliards de barils (hors gaz), soit 3 années de production.

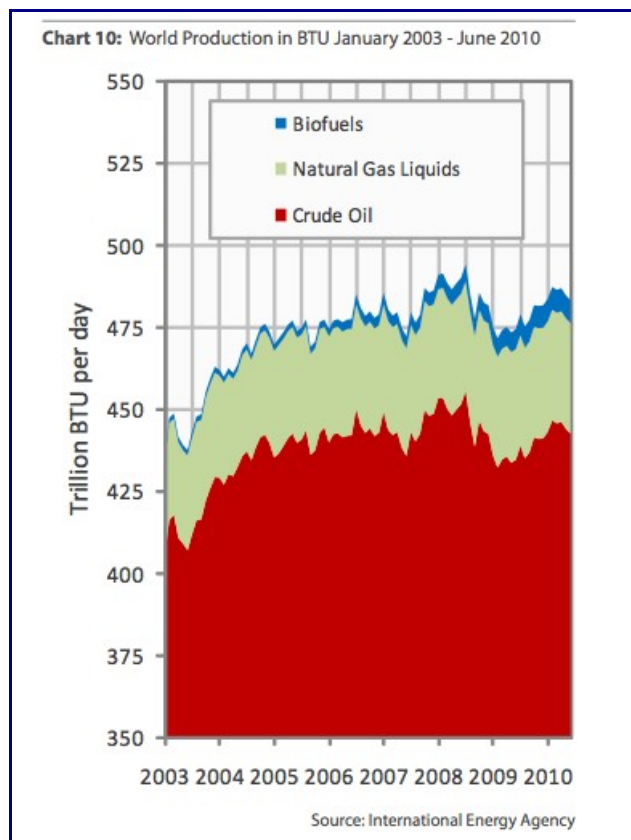
Les mêmes réserves concernant les délais d'une exploitation effective se posent. Avec en plus les conditions climatiques, qui rendent les conditions de production particulièrement laborieuses.



3 La production du seul pétrole “conventionnel” stagne depuis 2006.

Le terme “pétrole” est un terme générique **qui englobe tous les liquides** : [biocarburants](#), pétroles non conventionnels (huiles extra-lourdes, sables asphaltiques, schistes bitumineux) et les liquides issus de gaz naturels.

Ce qui nous intéresse ici, c’est le seul **pic pétrolier -plafond historique de production- du pétrole brut**.



Production pétrole brut juillet 2010

4 L'argument qui consiste à se rassurer en se disant qu'il reste toujours 40 ans de réserves, comme dans les années 70 ne tient pas.

5 Il n'est pas contestable non plus que de très nombreux pays ont déjà dépassé leur pic de production (plus de 50). Si on sait que le phénomène est irréversible à l'échelle d'une région ou d'un pays, il est logique de penser que la même situation peut s'appliquer à la production mondiale.

6 Concernant le pétrole arctique, c'est-à-dire celui situé plus particulièrement au nord-est du Groenland :



- a) Il a déjà été pris en compte dans les simulations de [Colin Campbell](#).
- b) Les réserves seraient égales au tiers du pétrole extrait à ce jour de la Mer du Nord. Les estimations les plus récentes les chiffrent à 90 milliards de barils, soit environ 4 années de production. Ce qui est toujours bon à prendre mais ne changera pas la face du monde.
- c) Toujours selon l'article de ce quotidien, « l'extraction n'aura peut-être pas lieu avant dix ans ».

Donc, au mieux, on peut penser que les découvertes de cette nature, celle-là et d'autres, ralentiront le rythme du déclin, mais ne changeront pas fondamentalement les choses.

Enfin et de toutes façons, la combustion du pétrole et de ses dérivés pose un problème de pollution.

Cette formule de « pic pétrolier » a été inventée de toutes pièces par les fondateurs de l'ASPO qui ont créé une association afin d'étudier le phénomène.

Mais la notion de pic peut générer un malentendu, dans la mesure où s'il s'agit **d'un pic à l'échelle géologique**, il peut davantage signifier dans la réalité un plateau au sens où la production va d'abord plafonner durant quelques années pour décliner ensuite.

Vous pouvez lire aussi la rubrique sur le [pic pétrolier de Wikipédia](#) pour compléter vos connaissances sur le sujet.

L'ASPO

En 2000, [l'Association pour l'étude des pics de production de pétrole et du gaz naturel](#) (ASPO) a été créée à l'initiative de géologues à la retraite, libres de parler car délivrés de tout devoir de réserve, comme Colin Campbell et Jean Laherrère.

L'association poursuit 3 objectifs :

- **Informer** sur les ressources mondiales de pétrole et de gaz.
- **Expliquer la réalité du phénomène d'épuisement des ressources.**
- **Etudier l'épuisement des ressources** en hydrocarbures, en tenant compte de la demande en énergie ainsi que ses aspects technologiques, économiques, sociaux et politiques.

L'association est présente aujourd'hui pour plus de 30 pays, et est composée d'une vingtaine de membres ayant fait l'objet d'une sélection rigoureuse, parmi d'anciens cadres de l'industrie pétrolière, des scientifiques, ingénieurs et autres universitaires.

L'expression de « pic pétrolier » est maintenant reprise dans les médias, notamment depuis 2008 en raison de la flambée du prix du baril.

En effet, la stagnation de l'offre de 2006 à 2008 est une première dans l'histoire du pétrole et justifie les interrogations, si ce ne sont les mises en garde de l'association sur le maximum de production.

Pour consulter la base documentaire de l'ASPO, [cliquez ici.](#)

Scénarios

Avant d'évoquer les scénarios possibles, il faut d'abord penser à délimiter une zone géographique, car il y a toutes les raisons de penser que le choc sera éminemment hétérogène.

La situation ne sera pas la même pour un pays comme le Danemark qui combine déjà deux avantages : être à la fois le premier à entreprendre une transition de son modèle énergétique après le premier choc pétrolier de 1973, et en même temps avoir aujourd'hui un ratio d'endettement inférieur à 40 % de son PIB. Et les pays pauvres où un baril à 150 \$ est déjà une catastrophe.

Il faut aussi tenir compte : du sens civique de la population qui est un facteur extrêmement important, de la capacité et de la volonté d'adaptation (ce qui n'est pas la même chose), des moyens financiers du pays, de ce qui est déjà mis en place, du degré d'addiction au [pétrole](#), du type d'urbanisation (distances), du degré de dépendance d'autres pays qui seront par ailleurs diversement touchés, etc.

A la menace du pic pétrolier annoncée depuis déjà une dizaine d'années par [l'ASPO](#) s'ajoute **à ce qu'on a découvert récemment : l'endettement des états et la fragilité du système bancaire.**

A commencer par le groupe des fameux PIGS (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne), qui prendra de plein fouet la crise énergétique, et qui n'aura pas le temps de remettre ses finances en ordre.

Les scénarios

1 Contraction de l'offre et de la demande de pétrole

C'est ce qui est exactement en train de se produire sous nos yeux. Les marchés finiront par se rendre compte du problème et paniqueront, comme ce qui s'est passé au second semestre 2008, pendant la hausse incontrôlée du baril. Les prix commenceront par monter et puis s'envoleront. Evidemment, cela détruira la demande mais sans quasiment rien changer au phénomène, parce que ce sera trop tard.

2 Négociation de gré à gré

Les prix ne sont plus soumis à cotation, **mais négociés entres pays exportateurs et importateurs**, comme avant les années 80, quand les capacités de production **n'étaient pas soumises aux quotas des réserves**.

Ce qui serait intéressant de savoir, c'est quel est le moyen de pression suffisamment fort qu'auront les pays consommateurs.

3 Les guerres du pétrole

C'est un cas de figure souvent convenu et suffisamment documenté (1). Il n'est qu'à voir les efforts des Etats-Unis et de la Chine pour sécuriser leurs routes d'approvisionnement, la concentration des réserves dans un petit nombre de pays de surcroît peu démocratiques (Arabie Saoudite, Irak, Iran), l'aspect vital que revêt le pétrole (voir "face cachée du pétrole") et s'apercevoir que des guerres ont été faites pour moins que cela.

4 La gestion nationalisée des ressources

Les pays producteurs peuvent être tentés de réduire leur production, voyant qu'avec un baril au prix par exemple multiplié par deux, ils peuvent se permettre de produire deux fois moins, et pour certains, d'avoir la perspective réjouissante d'asphyxier les pays de l'OCDE.

Le souverain d'Arabie Saoudite (pays disposant des réserves les plus importantes), le roi Abdallah a d'ailleurs récemment décidé d'arrêter toute exploitation des champs futurs (le potentiel de production supplémentaire). Vladimir Poutine a également annoncé une intention similaire.

5 L'avis de transition-energie.com

Sans être des experts techniques de la question, on peut aussi envisager **une grande volatilité (variation) des cours** et non une simple montée linéaire, avant que le baril atteigne un prix durablement élevé.

En effet, il est désormais de plus en plus admis, que le passage du pic pétrolier (plafond historique de production) ressemblera plutôt au profil en forme de tôle ondulée suggéré par [Jean Laherrère](#). On peut donc s'attendre à ce que les **marchés amplifient chaque moment de difficulté de production** par une hausse incontrôlée des cours. Pour ensuite assister à une redescente si la tension de l'offre et de la demande retombe.

Le tout dans un climat de désinformation entretenu par [ceux qui ont intérêt à ce que les choses continuent comme avant](#), ce ne sera donc pas simple.

Dans les années 30 on disait déjà : « le pétrole c'est 10 % d'économie et 90 % de politique ».

La partie de poker menteur que représente le jeu pétrolier ne fera que se poursuivre.

A ceci près que l'Etat d'endettement des pays et la fragilité du système bancaire précités conduiront à une **réaction en chaîne**, que la récente crise financière de 2008 annonçait pour qui pouvait lire entre les lignes.

Et sans pour autant savoir, et bien malin qui le pourra, qui ouvrira le bal.

Il est clair que tous les scénarios ou un certain nombre d'entre eux peuvent bien s'entremêler.

Et alors que les chocs précédents de 1973 et 1979 n'avaient que des origines politiques, la grande première du **3^o choc pétrolier est qu'il sera d'ordre physique**, et ce sera autrement plus sérieux.

Lors des précédents chocs, on a juste joué à se faire peur.

Le monde de demain sera donc différent, un monde hybride, fait des hautes technologies que nous avons créées et de retour à la nature avec des zones de vie beaucoup plus réduites dans la mesure où la mobilité sera plus restreinte.

Un terrorisme qui se nourrira de la déconfiture de l'Occident et qui y verra une formidable condamnation de notre mode de vie. Qui attaquera d'autant plus la bête qu'elle est affaiblie, et que notre modèle économique vacille.

Le problème étant que les pays producteurs feront pendant ce temps des profits considérables, et pourront sans mal financer, pour un certain nombre de réseaux occultes, toutes sortes d'actions de déstabilisation.

6 Les communautés de transition

Comme vous avez eu droit à toutes sortes de scénarios peu réjouissants, terminons par l'idéal, celui incarné par l'**émergence de réseaux communautaires** dédiés, dont un existe déjà : le Réseau de la Transition.

Les économies d'énergie

Ce n'est pas un scénario dans la mesure où les pays devront mettre en place de manière quasi obligatoire des programmes de restriction d'accès aux hydrocarbures, à commencer par l'essence.

En conclusion

Tous les scénarios sont possibles, nous n'en n'avons exclu aucun, et tous peuvent s'additionner, avec la menace qui accompagne le maintien des régimes démocratiques.

Garder la démocratie pour les pays qui connaissent ce luxe, éviter la guerre civile tout en maintenant le cap de l'architecture énergétique à réinventer dans un contexte de choc mondial, si on y arrive pour 2040, ce ne sera déjà pas si mal.

(1) Exemple : François Lafargue *La guerre mondiale du pétrole* 2008 Ed. Ellipses

Statoil bredouille après une campagne de forages dans l'Arctique

Romandie.com 7 août 2014

Oslo - Statoil a annoncé jeudi qu'un nouveau forage de prospection dans une zone reculée de l'Arctique norvégien avait donné des résultats décevants, signant l'échec d'une campagne d'exploration dans une région souvent présentée comme une terre promise.

Foré à une vingtaine de kilomètres d'un endroit où du pétrole avait été trouvé l'an dernier, le puits Mercury était le troisième et dernier forage d'une

campagne conduite cet été dans la zone de Hoop, une zone très septentrionale de la mer de Barents jugée jusqu'alors très prometteuse.

Le forage n'a permis de prouver la présence que d'une moindre quantité de gaz naturel, non viable d'un point de vue commercial, a indiqué le groupe pétrolier norvégien dans un communiqué.

Les deux forages précédents, Apollo et Atlantis, encore plus septentrionaux par 74°N, avaient pour l'un fait chou blanc et pour l'autre débouché sur une découverte de gaz pas viable elle non plus.

Nous sommes bien sûr déçus des résultats de la campagne de forages réalisée cet été dans la zone de Hoop, a commenté une responsable des activités exploration de Statoil, Irene Rummelhoff.

Toutefois, il est important de comprendre que Hoop est une région de plus de 15.000 km² où seuls six puits ont été forés à ce stade. Nous n'avons donc pas encore toutes les réponses sur ce que recèlent ses fonds marins, a-t-elle ajouté.

La campagne avait valu à Statoil les foudres de Greenpeace, inquiète que des activités pétrolières aient lieu à une telle latitude, jugée trop proche de la limite de la banquise.

Censé contenir 22% des réserves d'hydrocarbures restant à découvrir sur la planète selon des estimations un peu anciennes -elles remontent à 2008- de l'Institut de géophysique américain (USGS), l'Arctique peine à remplir les promesses énergétiques nées du recul de la glace.

Les conditions climatiques et l'éloignement des infrastructures terrestres compliquent et renchérissent les activités humaines, et obligent au développement de nouvelles technologies. Parallèlement, d'immenses ressources d'hydrocarbures non conventionnels, plus faciles à exploiter, sont apparues ces dernières années dans des endroits plus propices.

Occulter l'échec économique

par Paul Craig Roberts

Blog d'Olivier Berruyer 7 août 2014

Un billet de Paul Craig Roberts... Je rappelle que cet économiste et journaliste paléoconservateur américain a été sous-secrétaire au Trésor dans l'administration Reagan (1981-1982), et est un des pères fondateurs des Reaganomics. Il a également été rédacteur en chef adjoint au Wall Street Journal. Sa vision décape, en général...

Paul Craig Roberts, 4 août 2014

L'ajustement statistique est le facteur de production le plus puissant de l'Amérique.

L'estimation approximative faite par le gouvernement la semaine passée, selon laquelle la croissance réelle du PIB serait de 4 % pour le second trimestre 2014, semble absurde à première vue. Il n'y a aucun signe d'une augmentation du revenu médian par foyer ni d'une hausse des crédits à la consommation susceptible de faire repartir l'économie, en baisse au premier trimestre, vers une croissance de 4 % au deuxième trimestre. Les fermetures de magasins fréquentés par la classe moyenne (Sears, Macy's, J.C. Penney) se sont étendues aux magasins « Tout à un dollar » [NdT : *Dollar stores*] fréquentés par les personnes aux revenus modestes. *Family Dollar* [Le Dollar Familial], une chaîne qui ferme actuellement des centaines de magasins, a été racheté par *Dollar Tree* [L'Arbre à Dollars], la seule des chaînes de magasins à bas prix qui ne soit pas en difficulté. Les ventes de Wal-Mart ont décliné au cours des cinq derniers trimestres. Des ventes en baisse et des fermetures de magasins indiquent un déclin du pouvoir d'achat des consommateurs. Les faits liés au commerce de détail ne sont pas cohérents avec un prétendu taux de croissance de PIB de 4 % pour le second trimestre ni avec les chiffres de vendredi dernier faisant état de 26 700 nouveaux emplois dans le commerce de détail en juillet.

Qu'en est-il du marché immobilier ? Est-ce que les gros titres accompagnant les chiffres de l'emploi vendredi dernier, comme « Les embauches en augmentation constante », signifient que plus de gens travaillent et que le

redressement du marché de l'immobilier favorise la croissance ? Non. Ce que la presse économique ne dit pas, c'est que les États-Unis sont dans une dépression structurelle en termes d'emploi. Sur une période de 12 mois entre juillet 2013 et juillet 2014, 2,3 millions d'Américains ont atteint l'âge de travailler. Parmi ces 2,3 millions, seuls 330 000 d'entre eux ont rejoint la population active. J'en déduis que le marché du travail est si dégradé que seulement 14 % des personnes nouvellement en âge de travailler entrent dans la population active. La baisse du taux de participation au marché du travail est une mauvaise nouvelle pour le marché de l'immobilier. Le taux de participation au marché du travail américain, qui culminait à 67,3 % en 2000 [NdT : 67,3 Américains adultes sur 100 travaillent ou veulent travailler], n'a cessé de chuter depuis. Ce déclin s'est accentué en octobre 2008 avec le sauvetage des banques et l'« assouplissement quantitatif » de la politique monétaire [NdT : *Quantitative Easing*]. Entre octobre 2008 et aujourd'hui, 13,2 millions d'Américains ont atteint l'âge de travailler, mais seuls 818 000, soit 6 % d'entre eux, sont entrés sur le marché du travail.

[NdT: « labor force » = population active, y compris les chômeurs.

http://en.wikipedia.org/wiki/Labor_force

Ce qui est pointé du doigt ici n'est pas la hausse du taux de chômage - qui a décrié ces dernières années aux US - mais la baisse du taux de participation de la population active i.e. beaucoup de gens ne font pas de démarches pour chercher du travail car ils ne pensent pas pouvoir en trouver]

<http://investmentresearchdynamics.com/americas-structural-job-depression-is-here-to-stay/>

Malgré ce qu'affirment le gouvernement et la presse économique, la politique pluri-annuelle de la Réserve fédérale de faire tourner la planche à billets pour acheter des bons du trésor, n'a profité ni au marché de l'immobilier ni à celui de l'emploi. Qu'en est-il du marché des actions ? Bien qu'il ait baissé ces derniers jours, son niveau demeure historiquement élevé. Le marché des actions n'est-il pas l'indicateur d'une économie en bonne santé ? Pas si les actions montent parce que les sociétés rachètent leurs propres titres. Les entreprises sont maintenant les plus grosses acheteuses d'actions.

Récemment, nous avons appris que de 2006 à 2013, les entreprises ont autorisé le rachat de leurs actions pour un montant de 4 140 milliards de dollars. En outre, il apparaît que les entreprises ont emprunté de l'argent aux

banques dans le but de racheter leurs actions. L'année dernière, 754,8 milliards de dollars ont été utilisés pour le rachat d'actions et 782,5 milliards de dollars pour des emprunts d'entreprise. Au cours des trois premiers mois de l'année, les mêmes corporations ont acheté pour 160 milliards de dollars de leur propres actions.

<http://wallstreetonparade.com/2014/07/another-wall-street-inside-job-stock-buybacks-carried-out-in-dark-pools/>

Emprunter pour racheter ses propres actions ne fait qu'endetter une entreprise sans qu'un nouvel investissement permette de générer des revenus pour couvrir cette dette. Le rachat massif d'actions démontre que le capitalisme américain est désormais corrompu. Pour maximiser les avantages financiers personnels à court terme provenant des bonus, stock options et des plus-values, les PDGs, conseils d'administration et actionnaires sont en train de décapitaliser les entreprises cotées et de les surcharger de dettes.

Fort bien, l'économie n'est-elle pas aidée par le retour de l'industrie manufacturière en Amérique ? Apparemment non. Les données de 1999 à 2012 indiquent que la délocalisation de l'activité manufacturière a augmenté de 9 %. Une économiste, Susan Hester, de la *Retail Industry Leaders Association* [« Association de dirigeants du commerce de détail »], a décidé de transformer cette perte d'emplois manufacturiers en vertu. Son argument est que les emplois de vente au détail éclipsent les emplois manufacturiers et que plus d'emplois américains peuvent être créés en vendant encore plus de produits importés plutôt qu'en encourageant la production dans le but d'exporter.

D'après les recherches de Mme Hester, les États-Unis gagnent plus d'argent sur la vente au détail que sur la production. Elle en conclut que la valeur ajoutée à un produit en le fabriquant à l'étranger ne représente qu'un petit pourcentage de la valeur ajoutée « en supervisant la production depuis l'étranger, en gérant les droits de douane, les entrepôts, la distribution, en faisant le marketing des produits d'habillement et en employant des millions de personnes pour remplir les rayons et tenir les caisses enregistreuses ». Autrement dit, les emplois manufacturiers américains qui ont été délocalisés ne représentent pas grand-chose. L'argent vient de la vente des importations.

Ce que Mme Hester omet de mentionner, c'est que lorsque la production délocalisée arrive aux États-Unis pour y être commercialisée, elle est

comptabilisée comme importation, ce qui alourdit le déficit commercial américain. Les étrangers utilisent les dollars qui leur sont versés en échange des produits qu'ils fabriquent pour le compte des sociétés américaines pour se porter acquéreurs d'obligations américaines, d'actions et d'actifs réels tels que des terres, des bâtiments et des entreprises. Par conséquent, l'intérêt, les profits, les plus-values et les loyers associés aux achats étrangers d'actifs américains sont maintenant perçus par des étrangers et non par des Américains. Le compte courant s'en trouve dégradé.

Cela fonctionne ainsi : l'excès d'importations aux États-Unis par rapport aux exportations depuis les États-Unis donne des droits aux étrangers sur les revenus et la richesse des Américains, lesquels sont soldés par les achats étrangers d'actifs américains. Le revenu produit par ces actifs s'échappe maintenant vers l'étranger ; conséquence : le revenu perçu par les étrangers sur leurs investissements aux États-Unis dépasse le revenu perçu par les Américains sur leurs investissements à l'étranger.

Selon le raisonnement de Mme Hester, les Américains s'en sortiraient mieux s'ils ne produisaient rien de ce dont ils ont besoin et si, au lieu de fabriquer eux-mêmes, ils s'en remettaient aux créateurs de mode américains et concepteurs qui définissent les productions délocalisées destinées aux marchés américains, aux inspecteurs des douanes et agents du fret, aux employés chargés de planifier et accélérer la production, et aux dockers et employés du chemin de fer, enfin, qui livrent les produits fabriqués à l'étranger sur le marché américain des biens de consommation.

Pour Mme Hester la valeur ajoutée issue de la fabrication délocalisée est quantité négligeable. Comment se fait-il alors que la Chine soit devenue riche grâce à elle, atteignant le rang de seconde économie mondiale et employant 100 millions de personnes dans le secteur manufacturier (à comparer aux 12 millions des États-Unis), et qu'elle ait acquis la plus forte réserve de devises du monde ?

Lorsque Mme Hester aura répondu à cette question, elle pourra expliquer pourquoi les grandes sociétés américaines se donnent la peine de délocaliser leur production, si la contribution à la valeur ajoutée est si faible. La valeur ajoutée est de toute évidence suffisamment conséquente pour que l'économie sur la masse salariale couvre les coûts de transport de l'Asie vers les États-Unis, les coûts de mise en service et de gestion des installations délocalisées,

et le coût de la mauvaise publicité résultant de l'abandon des communautés américaines au profit de l'Asie, tout en générant assez de bénéfices pour augmenter les profits et faire monter le prix des actions et les bonus des dirigeants.

Mme Hester se raconte des histoires. La faible valeur qui, selon ses calculs, est ajoutée au prix d'une chemise par le travail chinois, indien ou vietnamien, reflète le faible coût du travail étranger, pas la faible valeur de la chemise sur les marchés américains ou la faible valeur d'un iPhone sur les marchés européens. Le marketing, le stockage et la distribution sont effectués aux États-Unis par du personnel mieux payé, et c'est la raison pour laquelle nous avons l'impression que la valeur ajoutée vient de sources autres que la fabrication. Mme Hester passe à côté du fait que le coût inférieur de la main-d'œuvre étrangère ne se traduit pas par un produit moins valorisé, mais bien par des profits plus élevés.

Les économistes présument que les économies sur la masse salariale sont répercutées sur les consommateurs par une baisse des prix, mais je n'ai pas constaté de baisses des prix sur les chaussures de sport Nike ou Merrell, sur les chemises Brooks Brothers et Ralph Lauren, les ordinateurs Apple, ou quoi que ce soit d'autre suite à la délocalisation de la production américaine. Les gains sur les coûts de main-d'œuvre partent en bénéfices, bonus pour les managers et plus-values pour les actionnaires. C'est une des causes de l'extraordinaire augmentation des inégalités de revenus et de richesse aux États-Unis.

Concentrés sur les profits à court terme, producteurs et revendeurs sont en train de détruire le marché de la consommation aux États-Unis. Le salaire annuel moyen d'un ouvrier du secteur textile aux États-Unis est de 35 000 \$. Le salaire moyen d'un employé du secteur du commerce de détail aux États-Unis représente moins de la moitié de ce montant, et ne lui laisse aucun revenu disponible susceptible de stimuler les dépenses de consommation dans les magasins.

La délocalisation de la production par les entreprises américaines a mis le gouvernement Obama dans l'impossibilité de tenir sa promesse de création d'emplois manufacturiers et d'exportation. Dans l'incapacité de créer des emplois et des exportations réels, le gouvernement américain a proposé d'en créer des virtuels grâce à des « fabricants sans usine ». Afin de tenir sa

promesse de doubler la croissance des exportations américaines, le régime Obama veut comptabiliser les fabrications délocalisées comme production américaine.

Le « fabricant sans usine » est une catégorie statistique qui vient d'être inventée. C'est une entreprise comme Nike ou Apple qui sous-traite la production de ses biens aux entreprises étrangères. Le régime Obama propose de redéfinir les entreprises comme Apple qui détiennent une marque ou le design d'un produit comme des fabricants, même si ces entreprises ne fabriquent pas.

En d'autres termes, qu'une entreprise américaine soit ou non un fabricant ne dépend pas de son activité, mais de la propriété d'une marque qu'elle sous-traite à un fabricant étranger. Par exemple, les iPhones d'Apple fabriqués en Chine et vendus en Europe seraient comptabilisés en tant qu'exports de biens américains de produits manufacturés, et les iPhones vendus aux États-Unis ne seraient plus considérés comme des importations, mais comme de la production locale américaine. Les employés d'Apple ne travaillant pas en production seraient assimilés à des employés d'usine.

Le but évident de cette tromperie statistique est de gonfler le nombre d'emplois manufacturiers américains, la production industrielle américaine et les exportations américaines, et d'assimiler les importations à de la production domestique. C'est un montage qui, par une redéfinition, élimine le déficit considérable de la balance commerciale américaine. Avec ce changement de classification, le Bureau gouvernemental des Mensonges Statistiques aurait cependant à gérer l'anomalie suivante : des produits fabriqués en Chine, Inde, Indonésie ou n'importe où deviendraient du PIB américain du moment que la marque déposée appartient à une société américaine, mais les paiements aux travailleurs asiatiques qui ont fabriqué les produits resteraient autant de créances sur la richesse américaine susceptibles d'être converties en possession de bons du trésor américains, de sociétés et d'immobilier.

Par exemple, les travailleurs chinois produisent les produits Apple, et, par conséquent, la Chine a des créances à faire valoir sur la richesse des États-Unis. Comment ces créances sont-elles comptabilisées statistiquement suivant la nouvelle définition de l'administration Obama ? Les États-Unis peuvent ajouter la production chinoise au PIB américain, mais comment les

États-Unis déduisent-ils les produits Apple fabriqués en Chine du PIB chinois ? Et comment la nouvelle définition du régime Obama escamotera-t-elle les paiements faits par Apple aux entreprises chinoises qui ont fabriqué les produits ? Ces paiements constituent des créances sur la richesse américaine.

Autrement dit, cette reclassification entraînerait un double comptage de la production des produits Apple. Si chaque pays fait ça, le PIB mondial augmentera statistiquement en dépit du fait qu'aucun bien ou service ne sera produit en supplément. Peut-être est-ce là la manière d'éluder la pauvreté mondiale.

Michael Porter, professeur à Harvard, avait anticipé l'apparition de ces « fabricants sans usine » dans son rapport de 2006 sur la compétitivité, qui justifie les délocalisations. En défendant les emplois délocalisés, Porter a dédramatisé l'augmentation du déficit commercial des États-Unis et le déclin du taux de croissance du PIB américain causé par les délocalisations.

Porter raisonnait en effet que c'est la propriété des revenus et des biens qui devrait déterminer leur classement, et pas l'endroit où ils sont produits. Comme je l'avais fait remarquer dans ma critique (voir *The Failure of Laissez Faire Capitalism and Economic Dissolution of the West [Échec du capitalisme du laissez-faire et dissolution économique de l'Occident]*, livre de Paul Craig Roberts), cela conduirait à accroître le PIB américain du montant des productions sous-traitées à l'étranger et de la production des filiales américaines outre-mer, et à diminuer le PIB des pays dans lesquels la fabrication a effectivement lieu. La cohérence voudrait alors que les voitures allemandes et japonaises, par exemple, qui sont produites aux États-Unis avec une main-d'œuvre américaine viennent en déduction du PIB américain et soient prises en compte dans le PIB allemand ou japonais.

Comme je l'ai souligné depuis des années, l'Occident vit déjà dans la dystopie prédite par George Orwell. Les emplois sont créés par des ajouts hypothétiques aux chiffres de l'emploi et par l'utilisation injustifiée d'ajustements saisonniers. L'inflation est gommée en substituant dans l'indice de l'inflation des articles à bas prix à ceux dont le prix augmente et par la requalification des augmentations de prix en améliorations de qualité. La croissance de PIB réel apparaît magiquement en abaissant le PIB nominal à l'aide de ce taux d'inflation sous-estimé. Maintenant, des sociétés sans usine vont fabriquer des produits manufacturés américains, des exportations

américaines et des emplois industriels américains !

Chaque domaine de l'existence occidentale est défini par la propagande. Par voie de conséquence, nous avons atteint un état parfait de nihilisme. Nous ne pouvons rien croire de ce que nous disent le gouvernement, les entreprises et les médias presstituéés [*NdT : mot-valise « presse + prostitués »*].

Nous vivons dans le mensonge, et ce mensonge ne cesse de grandir

Source : [PCR](#)

McGrath sur l'éventualité d'une guerre avec la Russie

Par Mac Slavo - *ShtfPlan*
Publié le 07 août 2014

La semaine dernière à La Hague, une cour de justice hollandaise sans aucune préséance sur l'affaire a demandé au gouvernement russe de verser 50 milliards de dollars aux actionnaires d'une société du nom de Yukos. La société aurait été pillée puis aurait commis une fraude fiscale avant de devoir se déclarer en banqueroute par la faute de certains individus d'origine russe.

Les détails de l'affaire ne sont très franchement pas du plus grand intérêt. Ce qui est important, en revanche, est la [réponse](#) offerte à ce verdict par l'un des conseillers de Vladimir Poutine.

« Une guerre s'annonce en Europe. Pensez-vous vraiment que cette histoire ait une quelconque importance ? »

Ce sont des paroles choquantes de la part d'un individu qui est dit être l'ami proche du président Poutine, et qui ne devraient pas être ignorées parce qu'elles en disent long sur les intentions de la Russie en Europe. Il n'a pas prononcé ces mots de manière officielle, mais étant donné de ce qui se passe actuellement en Ukraine, ses propos devraient toutefois soulever quelques questions.

Les médias grand public semblent pourtant écarter toute possibilité de conflit, peut-être parce que l'humanité leur semble plus civilisée aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1914 ou 1938. Nous avons également des centaines de pages de traités et de promesses de paix qui ne peuvent certainement pas être bafoués.

Mais comme Charlie McGrath, de chez [Wide Awake News](#), le note dans

l'analyse ci-dessous, Neville Chamberlain a signé un traité de paix avec les Allemands en septembre 1938 afin qu'une guerre n'éclate plus jamais en Europe. Josef Staline a reçu un contrat similaire de la part d'Adolf Hitler, qui lui promettait que les troupes allemandes n'envahiraient jamais son pays.

Quelques années seulement après la signature de ces traités, des dizaines de millions de personnes avaient perdu la vie.

Dans l'extrait ci-dessous, McGrath présente une brève analyse de la situation en Ukraine, de la manière dont les médias occidentaux influencent ce qui en est dit, et de la raison pour laquelle nous devrions prendre les avertissements du conseiller de Poutine pour ce qu'ils sont.

Nous repoussons les limites. Nous repoussons l'empire américain jusqu'à un point de non-retour.

Et nous sommes assis là, à nous concentrer sur n'importe quel événement qui se déroule en dehors des frontières de l'Europe... La Russie a aujourd'hui beaucoup d'intérêts à mettre fin à l'avancée de l'Europe occidentale.

Je n'essaie pas d'être alarmiste. Je n'essaie d'effrayer personne. Mais si vous ne prêtez pas attention à ce qui se passe en Ukraine, à ce qui se passe en coulisses, alors vous ne verrez pas venir la prochaine grosse guerre qui viendra éclater sur notre planète.

Soyez sûrs d'une chose. Peu importe le devenir du conflit qui oppose aujourd'hui les Etats-Unis et l'EIIL, peu importe le devenir du conflit israélo-palestinien, rien n'est comparable à la violence qui pourra potentiellement découler d'un conflit entre l'occident et la Russie.

les Russes ont des armes, ils ont une technologie avancée, ils ont la volonté et la capacité humaine d'accomplir du jamais vu.



<http://www.youtube.com/watch?v=XduXXflQOo8>

C'est un problème sérieux dont les conséquences affecteront la vie de milliards de personnes autour du monde.

L'Histoire observera-t-elle un jour vers 2014 de la même manière que nous observons aujourd'hui les événements qui se sont déroulés en 1914 ou 1938 ?

Ne commettez pas d'erreur. Le monde est en mauvais état, et nous aurons bientôt épuisé toutes nos solutions politiques.

Il ne sera qu'une question de temps avant que les superpuissances du monde ne passent au niveau supérieur.

les taux d'intérêt au plus bas : une raison de plus d'acheter de l'or

Philippe Herlin Publié le 7 août 2014 www.goldbroker.com

Un des principaux arguments avancés par votre banquier pour vous dissuader d'acheter de l'or est qu'il ne "rapporte rien", ni intérêt, ni dividendes. Cette parade a longtemps fonctionné, c'est vrai. Mais maintenant que les taux d'intérêt sont au plus bas et que les livrets bancaires et l'assurance-vie ne rapportent quasiment plus rien, vous pourriez lui retourner l'argument ! Mais il y a peu de chance que votre banquier vous réponde : "effectivement, gardez votre argent, mes produits ne rapportent plus rien".

Cet argument est, bien entendu, erroné : il faut comparer ce qui est comparable. Un billet de banque ne rapporte pas d'intérêt non plus. Il faut l'apporter à votre banque et l'investir dans un livret, un contrat d'assurance-vie ou un portefeuille d'actions. De la même façon, si vous prêtiez votre or à

une entreprise (qui a besoin de liquidité, qui doit payer un fournisseur qui préfère de l'or, ou autres cas), celle-ci vous verserait alors un intérêt, évidemment.

Mais immédiatement se pose la question du risque : si cette entreprise fait faillite, je perds mon or. Et on comprend que l'intérêt (ou le dividende) est la contrepartie du risque. Quand vous mettez votre argent à la banque dans des produits financiers divers, du simple livret à des placements élaborés, vous prenez un risque, celui de perdre tout ou une partie de votre capital. Pendant longtemps – en fait depuis la crise de 1929 – cette possibilité avait disparu du paysage, mais elle est réapparue en force depuis la crise de 2008. Celle-ci fut déclenchée par la faillite d'une banque (Lehman Brothers), et bien d'autres ont connu le même sort ou ont été sauvées in extremis, de Northern Rock à la Banco Espírito Santo. Les Etats eux-mêmes peuvent faire défaut et ruiner les épargnants, on l'a vu à Chypre, ou encore une fois être sauvés au dernier moment, sans régler le problème d'une dette trop lourde, on le voit avec la Grèce.

Alors pour ceux qui veulent éviter des placements rapportant un – faible – taux d'intérêt et qui peuvent ramener le capital investi à zéro ou presque si l'Etat fait défaut, il reste les actions. Celles-ci rapportent, effectivement, mais il faut bien être conscient du risque. Sur l'échelle du Dow Jones, nous sommes en haut du troisième sommet depuis deux décennies, les deux premiers ayant été suivis de descentes vertigineuses (éclatement de la bulle Internet en 2000, crise des sub-primes en 2008)... Le couple rendement/risque est inséparable : il faut l'arbitrer avec finesse et lucidité. Et en ce moment, le rendement globalement faible des placements financiers rémunère très peu des risques élevés et généralisés : bulle boursière, Etats surendettés, banques en difficulté. Le risque systémique est bien présent.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les banques centrales font tout pour maintenir au plus bas les taux d'intérêt. Les épargnants sont perdants, mais les Etats surendettés ne veulent surtout pas voir exploser la charge de leur dette, ni les banques devoir se refinancer plus cher, ce qui en plongerait beaucoup dans de graves difficultés ; et, au final, ce sont eux qui décident.

C'est à ce moment que réapparaît l'or. Enfin de l'or il faut toujours en avoir, mais d'autant plus quand le risque systémique est élevé. Parce que l'or ne fait pas faillite, lui, il ne coule pas. Du côté du capital, de la capacité à sécuriser

un patrimoine sur le long terme, on est tranquille. Pour le reste – le rendement – si l'or ne rapporte pas d'intérêt, il a un prix, un cours plus exactement, qui peut fortement monter quand les actifs et les monnaies sont dévalués ou en crise. Donc, au final, oui, l'or peut "rapporter" et, au minimum, il sécurise un patrimoine. Qui dit mieux ? Posez la question à votre banquier.

Jacques Sapir : le dollar ou la réponse de Poutine

Blog de la résistance 06 août



Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)



[Télécharger le fichier audio](#)

[Télécharger le fichier audio](#)

Jacques Sapir s'est choisi un cheval de bataille. Il s'agit de faire des pronostics dans le domaine de l'éventuel affaiblissement du dollar. Ce grand économiste français est passé maître dans les analyses de ce type et maîtrise à fond la problématique monétaire internationale. Il nous promet l'apparition d'autres devises des pays émergents qui évinceront le dollar.

La Voix de la Russie. On parle de plus en plus du cycle ascendant de l'économie occidentale, avec toute l'économie mondiale qui suit bien sûr les leaders, le G7 ou G8, et donc je suis tombé sur un article qui me paraît être très intéressant. On parle justement du pesant du Dollar en or, en avançant que le Dollar ne vaut pas son pesant en or. Est-ce que vous êtes d'accord avec

cette hypothèse ? Si s'en est une.

Jacques Sapir. Alors si vous voulez c'est quelque chose qui est vrai mais qui n'a pas beaucoup de sens. Parce que depuis 1973, le Dollar n'a plus de correspondance en or, et en fait l'or a un prix, alors que ce prix s'exprime en Dollar, en Euro, en Rouble, en Yuan, cela n'a pas vraiment d'importance, comme tout autre matière première.

Ce qui est beaucoup plus intéressant c'est de savoir : est-ce que par rapport aux autres monnaies le Dollar se renforce ou s'affaiblit ? Et cela traduit à la fois, la force ou la faiblesse de l'économie américaine, mais cela traduit aussi des situations d'ordre géopolitique. Parce que on sait bien qu'une partie de la force du Dollar, je dis bien une partie, c'est la puissance militaire de l'Etat américain, et si vous voulez quand on achète des dollars, c'est bien pour se mettre d'une certaine manière sous la protection de la puissance militaire américaine.

La Voix de la Russie. Merci infiniment de votre réponse, la deuxième question qui me brûle les lèvres est la suivante : le pays peut-il arrêter d'imprimer du Dollar ? Parce qu'en fait les marchés financiers se comporteraient comme des toxicomanes de longue date. Tout rappelle le fait que quand le toxicomane ne peut ne pas recevoir sa nouvelle dose, cela le rend hystérique. Qu'en dites-vous ?

Jacques Sapir. Tout à fait. De ce point de vue là il y a deux choses : d'une part, quand l'économie continue de croître, il est normal que la masse monétaire croisse en même temps que l'économie. Parce que si vous voulez, il faut que se maintienne une certaine proportion entre la monnaie circulante et les richesses créées. Donc de ce point de vue là il est assez normal qu'on continue d'imprimer des dollars. Mais évidemment on peut rompre aussi cette proportion par une création beaucoup plus forte : c'est ce qu'a fait la Réserve Fédérale depuis la crise de 2007-2008, elle l'a fait d'abord pour sauver le système bancaire international d'une grave crise de liquidité. Elle le fait ensuite pour répondre aux besoins de l'économie américaine, pour répondre aux besoins de la finance américaine, et c'est là où peut se poser effectivement un problème. On voit bien d'ailleurs qu'aujourd'hui la réserve fédérale est en train de ralentir très fortement sa création des dollars, ou plus exactement son injection des dollars dans son économie et d'une certaine manière, cela va progressivement changer la situation générale. Maintenant il

faut toujours se rappeler qu'il doit y avoir à la fois un lien entre la masse de monnaie créée et la richesse de l'économie américaine. Cette richesse pose problème aujourd'hui parce que on voit bien que l'économie américaine connaît une croissance beaucoup plus forte que ce l'on avait espéré. Mais que deuxièmement, parce que le Dollar est une monnaie internationale qu'on le veuille ou non, c'est aujourd'hui une monnaie qui est utilisée par beaucoup de gens qui ne sont pas des Américains et qui ne commercent pas avec le Etats-Unis... Mais il y a un besoin de fait de cette liquidité ! Le problème c'est de savoir jusqu'à quand le Dollar restera aussi une monnaie internationale.

La Voix de la Russie. Et justement en parlant de la Chine et des autres Etats émergents, j'ai marqué une petite pause parce que je ne sais pas si la Chine est émergente ou si elle est déjà montée aux créneaux financiers compte tenu de sa réussite plus que spectaculaire qui crève les yeux. La Russie essaie de s'arrimer à la Chine cela se comprend très bien, et la Chine créer une banque mondiale concurrente. On en parle beaucoup que ce soit sur les blogs de Marc Rousset ou bien comme celui de Charles Sannat... En même temps on se demande, pour revenir à nos moutons de Dollar, si l'Amérique ne serait pas attirée par un autre scénario ? Un scénario qui a été cité par un économiste qui s'appelle Aïvazov qui s'est produit sur un site français et qui écrit que « le plus probable est que les Etats-Unis feront défaut sur leurs dates, qui est énorme à cause du fardeau de leurs obligations financières ». Et « se renfermerons sur le NAFTA qui intégrerait la Grande-Bretagne et mettront en place une nouvelle devise » pour rejoindre justement votre discours. Et bien selon Aïvasov, cette devise s'appellerait « l'Améro » sur lequel un accord a été fait avec le Canada et le Mexique dès 2007. Est-ce que c'est fantaisiste ou tout de même fondé sur quelques assises ?

Jacques Sapir. Alors ce n'est pas complètement fantaisiste. C'est vrai que l'on voit aux Etats-Unis qu'il y a une volonté d'aller dans ce sens, mais il y a aussi d'autres volontés aux Etats-Unis, et fondamentalement ils sont assez content de la situation telle qu'elle existait jusqu'à il y a 2 ans. Une situation où d'une certaine manière ils contrôlent le Dollar, et le Dollar est en même temps la monnaie internationale. Quant à faire défaut sur leur dette, si vous voulez les Etats-Unis n'en ont pas besoin, dans la mesure où le monde a toujours besoin du Dollar, ils peuvent se contenter d'en imprimer autant qu'ils veulent. Maintenant, et si effectivement, et c'est bien cela qui est en

train de changer depuis 6-7 mois, on ne s'en rend pas compte mais on est à un point de bascule, à la fois dans les relations économiques, dans les relations financières et dans les relations géopolitiques et géostratégiques dans le monde.

Si effectivement les pays émergents arrivent à constituer à la fois un système financier avec justement cette banque de développement, qui ressemble à une espèce de mélange entre la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International, et qui aura son siège à Shanghai, mais qui n'est pas une banque chinoise, je rappelle que c'est une banque du BRICS. Donc c'est une banque collective d'un certain nombre de pays émergents. Si en même temps ces pays arrivent à mettre sur pied une monnaie alternative au dollar, alors là oui ! On verra changer les choses dans cette situation. Une des possibilités, je dis bien UNE des possibilités serait un repli des Etats-Unis sur eux-mêmes, alors avec le Canada et le Mexique bien entendu, mais serait quand même un repli aux Etats-Unis. Ce qui correspondrait d'ailleurs à cette tradition d'isolationnisme américain, qui fut très forte au XIXe siècle, et malgré tout au début du XXe siècle. Maintenant ce n'est pas une hypothèse que je privilégie parce que je pense que les Etats-Unis ont pris goût à la domination mondiale, et c'est ça leur vraie drogue. Vous-avez parlé tout à l'heure de cette drogue que pouvait constituer la monnaie quand on pouvait injecter trop de monnaie, je pense que les Etats-Unis sont accros, si l'on veut, à la domination mondiale.

La Voix de la Russie. Merci Jacques Sapir. Alors finalement si on fait la part des choses, on doit dire que le monde serait scindé en période d'après crise en plusieurs régions, « méga régions », à l'instar un peu de l'UE. C'est-à-dire, il y aura à la fois des régions avec des devises différentes, leur propres institutions, leur devise de base, leurs lois, leurs règles en matière de relation interétatique. Est-ce que c'est un peu le monde vers lequel nous bougeons, d'après vous ? Ou on garderait l'unicité internationale ?

Jacques Sapir. Je ne pense pas. Je pense que vous avez tout à fait raison, je pense effectivement que l'on assiste aujourd'hui à une refragmentation du monde ou plus exactement que l'idée d'un monde global, l'idée d'un monde où toutes les aspérités avaient disparu était une illusion. Ce à quoi on assiste aujourd'hui c'est bien une refragmentation du monde, cette refragmentation est alors portée par les pays émergents et aussi portée par les conséquences

non intentionnelles de la politique américaine. Je pense que les Etats-Unis se sont tirés une balle dans le pied dans toute une série de dossier, en particulier dans le dossier de la plainte contre la Banque française, BNP PARIBAS, et on compte d'autres banques, qui ont très fortement inquiété les opérateurs. Après, la question est de savoir si ces différents blocs mondiaux auront le même poids, ou certains resteront à l'état d'embryon, et d'autres se développeront réellement, c'est une autre question.

On voit bien aujourd'hui qu'il n'y a pas réellement d'unité européenne, que l'Union européenne traverse une crise extrêmement grave. On a depuis 2-3 semaines, un renouveau de la crise financière avec une crise bancaire très grave au Portugal, qui va nécessairement avoir des échos dans l'Union européenne et dans la zone euro d'ici quelques semaines. Autant je vois une puissance américaine, je vois des puissances dans les pays émergents, ce que, en tant que Français, en tant qu'Européen, ce qui m'inquiète aussi c'est bien le dysfonctionnement de l'Union Européenne. Et je pense que nos différents pays feraient bien mieux de s'allier avec les pays émergents et avec la Russie, plutôt que de chercher à les combattre sous de mauvais prétextes.

La Voix de la Russie. Merci Jacques Sapir, merci énormément de nous avoir accordé un peu de votre temps le jour même où vous remettez le pied à l'étrier, on vous souhaite une bonne rentrée.

Commentaire de l'Auteur. Le monde dans lequel on vit notre quotidien est plus qu'éphémère. Il se maintient à flot avec l'apport financier de papier qui ne vaut même pas ces frais d'imprimerie ; cet équilibre précaire de l'usure serait en train de s'effondrer et l'avenir déchanté déjà cruellement. Le monde se libère mais les vieilles puissances occidentales qui l'ont endormi avec des sérénades sur les droits de l'homme, ne veulent pas lâcher pied. Et comme ils sont allés affermir leur pouvoir en Ukraine, en Syrie, en Libye, en Afghanistan, en Serbie, en Irak, en Somalie et en Palestine, Vladimir Poutine leur oppose une résistance asymétrique avec l'idée du développement des monnaies locales. Autrement dit, plus de dollars – plus de mercenaires, armes ou munitions ! La guerre s'éteindra toute seule faute de carburant !

Lire la suite: http://french.ruvr.ru/radio_broadcast/74538918/275261449/

Les Américains voient leur 'rêve américain' s'éloigner

par Audrey Duperron · 07 août 2014 [Express.be](#)

Les Américains ont peut-être encore leur «rêve américain», mais ils constatent douloureusement qu'il est de plus en plus difficile à atteindre, et le fossé toujours grandissant entre les plus riches et les plus pauvres érode graduellement la notion que tout le monde peut améliorer son niveau de vie. C'est tout ce pessimisme qui ressort des résultats d'un sondage mené par le [journal économique Wall Street Journal, en partenariat avec la chaîne de télévision NBC](#).

Au cours du sondage, on a demandé aux participants de choisir entre deux propositions : 1/ « Les Etats-Unis sont un pays où quiconque, quelque soit le milieu dont il est issu, peut, en travaillant dur, réussir et acquérir un certain confort financier », ou 2/ « Le fossé grandissant entre les revenus des riches et celui des autres sape l'idée que tout Américain a la possibilité d'améliorer son niveau de vie ». Une majorité de répondants, c'est-à-dire 54%, ont préféré cette dernière, contre 44% qui ont choisi la première affirmation, Autrement dit, une majorité d'Américains pensent que [l'écart entre les riches et les pauvres fait qu'il est de plus en plus difficile de concrétiser le rêve américain](#).

L'enquête conclut également que de plus en plus d'Américains se détournent de la politique de leur président Obama, du système politique américain et de l'économie. Le soutien pour Obama s'effrite. 40% des répondants maintiennent leur confiance en leur président, mais ils étaient 41% en juin. En outre, ils ne sont que 36% à approuver sa conduite des Affaires étrangères, contre 60% qui la désapprouvent.

71% des adultes pensent que le pays ne mène pas les politiques qui lui permettraient de remettre l'économie sur les rails, et 79% ne sont même pas satisfaits du système politique du pays en tant que tel.

Mais ce qui est le plus remarquable dans ce sondage, c'est la peur de l'avenir qui a été exprimée pour les générations suivantes. En dépit de la reprise des recrutements au cours des derniers mois, les trois quarts des répondants, 76% précisément, pensent que leurs enfants n'auront pas une meilleure vie qu'eux. La confiance en l'avenir s'est surtout effondrée au cours des deux dernières

années.

La Russie décrète une "interdiction totale" de la plupart des produits alimentaires d'Europe et des USA

From www.boursier.com - Today, 5:20 AM

Les autorités russes devraient publier ce jeudi une liste des produits alimentaires occidentaux frappés d'interdiction ou dont les importations seront limitées par le Kremlin.

D'après le journal 'Kommersant', cette mesure restrictive devrait affecter 10% des importations alimentaires de la Russie pour un montant annuel estimé à quatre milliards de dollars.

Le vin et les produits pour bébés épargnés

D'après le journal 'Novosti', le vin et les aliments pour nourrisson devraient être épargnés, contrairement à la viande, au fromage et aux produits laitiers. Le porte-parole de l'agence russe de sécurité sanitaire (VPSS) avait indiqué mercredi que tous les fruits et légumes en provenance de l'Union européenne et tous les produits en provenance des Etats-Unis seraient touchés par l'interdiction contenue dans un décret signé par Vladimir Poutine.

Conséquences lourdes

Le Kremlin entend ainsi pénaliser les économies de ses opposants dans le conflit opposant la Russie à l'Ukraine. Il faudra attendre le détail de la liste pour désigner les entreprises occidentales qui auront à en souffrir.

L'interdiction de certains produits pourrait avoir de lourdes conséquences sur un pays qui importe 40% de sa nourriture, selon les données du 'Financial Times'.

Elle est aussi de nature à renforcer une inflation déjà élevée (7,9% au premier semestre). Il est également évident que la disparition d'un tel client aura d'importantes conséquences sur les exportateurs agricoles occidentaux.

La Fed avertit que 11 banques pourraient provoquer une nouvelle crise financière mondiale

Or-argent.eu jeudi 7 août 2014

Quand ce sont des analystes indépendants qui clament qu'une nouvelle crise bancaire couve, il est très pratique de balayer ces craintes en remettant en cause leur crédibilité. Mais que faire quand c'est la Fed elle-même, et la FDIC, qui lance cet avertissement ?

Dans cet article du [Telegraph](#), on apprend que la Fed a lancé un avertissement à de nombreuses banques : la version 2.0 de 2008 nous pend au nez, vu les risques pris par certains établissements financiers.

« La Federal Reserve dit aux banques : vous n'êtes pas préparées et vous pourriez provoquer une nouvelle crise.

La banque centrale américaine a averti certaines banques, dont Barclays, qu'elles pourraient provoquer une nouvelle crise financière internationale.

Les régulateurs américains ont lancé un avertissement à 11 banques géantes, qui ont communiqué des plans de résolution de crise irréalistes en cas de faillite, ce qui pourrait plonger le monde dans une nouvelle crise financière.

La Fed et la FDIC ont déclaré que ces 11 titans financiers, dont Barclays, doivent coucher sur papier de meilleurs plans pour restructurer leur société en cas de défaillance.

Le vice président de la FDIC, Thomas Hoenig, a déclaré que ces banques n'ont pas « *montré comment, en cas de défaillance, ces banques pourraient surmonter les obstacles d'une faillite sans provoquer une crise financière.*

Leurs plans ne proposent aucun mode de résolution de la faillite qui ne fasse pas appel à des suppositions irréalistes ou à un support direct ou indirect de l'argent public. »

Ce groupe de 11 banques mettant en danger la stabilité financière mondiale sont : **JP Morgan Chase, Goldman Sachs**, Deutsche Bank, Bank of America, Bank of New York Mellon, Barclays, Citigroup, Credit Suisse, Morgan Stanley, State Street et UBS. »

Voilà qui a le mérite d'être clair, et qui est dit par les « autorités compétentes » : vous ne pourrez pas dire que vous n'avez pas été prévenu.

[Or-argent](#)

Tu donnes et tu la fermes !! « nous approchons malheureusement du grand soir où tous les épargnants seront taxés »

Lilian Delfau – News360x lundi 4 août 2014

Ces derniers mois revient sur le devant de la scène médiatique et économique l'Union bancaire européenne, promise depuis plusieurs années par de nombreux dirigeants.



News360x – En tant qu’avocat, pensez-vous que cette union va améliorer ou fragiliser la sécurité des comptes des épargnants?

En tant qu’avocats, nous sommes amenés à penser que c’est un facteur important de l’amélioration de la défense de leurs intérêts. L’expérience prouve qu’au niveau des directives et normes européennes, à partir du moment où il y a un enrichissement des règles, il y a amélioration des conditions de sécurité et d’information. Sur ce point, tout cela va dans le bon sens.

Dans le cas de Chypre, les comptes inférieurs à 100.000 euros ont été épargnés de toute ponction. En cas de crise, en sera-t’il de même à l’échelle européenne?

Ce n’est pas certain. Les pauvres sont pauvres, mais ils ont cet avantage d’être nombreux. Nous avons à de nombreuses reprises évoqué le risque de voir émerger une « Taxe une fois pour toutes » afin de réduire brutalement l’endettement de certains états membres. On peut imaginer une sorte de « Grand Soir » où le gouvernement en viendrait à annoncer que tous les comptes de dépôt ou comptes courants sont ponctionnés de 10% ou plus de

leurs avoirs pour faire face à ce qui serait qualifier d'urgence dans le service de la dette.

Ce n'est pas une simple hypothèse, puisqu'elle a été recommandée un temps par le FMI comme une solution au sur-endettement de certains pays, dont la France. Ainsi, si cela vient à se produire, alors il y a fort à parier que tous les comptes seront mis à contribution, car la masse d'avoirs qui pourraient être obtenus par des retraits « raisonnables » sur des comptes supérieurs à 100.000 euros ne serait pas suffisante.

Le cas de Chypre à ceci de particulier que le pays était devenu le réceptacle d'investissements étrangers importants, notamment russes, soupçonnés d'être constitués par de l'argent sale, ce qui est une hypothèse loin d'être similaire à celle que nous évoquions.

L'assurance vie est-elle également concernée par ces possibles ponctions ?

Oui bien sûr, à ceci près qu'elle offre de meilleures garanties, notamment dans le droit français. Même si il sera difficile d'échapper à cette « Taxe une fois pour toutes » en cas de crise, il est évident que les marchés financiers subiront dans le même laps de temps d'importantes pertes.

Or, si quelqu'un possède un contrat d'assurance-vie en déficit, il peut encore aujourd'hui annuler les pertes subies sur ce contrat en y renonçant, et en demandant à l'assureur de restituer l'intégralité des primes versées jusqu'alors au titre d'intérêts. Plus de 40 % des français ont une assurance-vie et beaucoup trop d'entre-eux renoncent à leurs droits en cas de perte.

Si une crise bancaire mondiale venait à nouveau à se déclencher dans les mois à venir, les épargnants s'estimant floués par cette participation forcée au désendettement pourraient-ils porter plainte contre les institutions européennes?

Ce serait extrêmement compliqué. Il n'y a actuellement aucun exemple de jurisprudence ou d'indemnisation obtenu par des épargnants contre des institutions de ce type à l'échelle européenne. Il y a des précédents qui concernent les États-membres, mais en l'état des textes, nous sommes très

perplexes quant à la possibilité de voir un épargnant se faire rembourser dans un tel cas. Après, le droit évolue tous les jours. Il est théoriquement envisageable de porter plainte contre ces institutions dans un tel cas, mais cela reste une hypothèse, car il n'existe, je le rappelle, à notre connaissance aucun précédent.

Certains observateurs économiques font régulièrement part de leurs analyses et inquiétudes suite aux discours de plus en plus alarmistes tenus par certains responsables, à l'image de Christine Lagarde, directrice générale du FMI, et du risque de « Reset ». Êtes-vous inquiets quant à la situation économique actuelle ?

Malheureusement oui, ce risque est élevé. On assiste depuis de plusieurs mois à la dégradation du système bancaire, et à celle de la situation des finances publiques des États-membres européens. Une crise de confiance liée à une forte augmentation des taux sur le marché obligataire d'un des pays concernés est à craindre.

Il y a fort à parier que nous n'entrerons pas dans une situation de banqueroute, mais que nous approchons malheureusement du « Grand Soir » dont nous parlions précédemment, même s'il s'avère encore difficile de savoir si tout cela est une question de mois, ou d'années.

Entretien avec Nicolas Lecoq-Vallon et Hélène Féron-Poloni réalisé pour News360x

Effondrement et autonomisation

Blog de Yoananda 6 août 2014

Texte assez synthétique et intéressant sur les 4 types d'effondrements possibles et comment s'y préparer :

- La crise Argentine de 2001. Faillite de l'Argentine en 2001, pays développé et civilisé, dont la crise relativement récente donne un excellent aperçu de ce que peut être un effondrement économique rapide et brutal et de ses conséquences sur la vie quotidienne (très largement dégradée).
- La crise grecque depuis 2007, soit déjà presque 7 années de

difficultés à chaque fois grandissantes. Dans ce cas, nous sommes dans une déliquescence plus ou moins lente, sans rupture de la normalité, mais avec désormais 60 % de gens sans emploi, des difficultés réelles pour réussir simplement à se nourrir et alimenter sa famille et ses enfants. Je ne parle même pas de l'accès aux soins

- La crise chypriote, qui nous donne l'illustration parfaite de ce qui va se passer concrètement chez nous et ailleurs lorsqu'il faudra, ce qui est une quasi certitude, renflouer à nouveau les banques qui, de toutes les façons, ne pourront pas survivre à leur endettement hallucinant et à leurs engagements hors bilan notamment avec les produits dérivés qui, je le rappelle, selon la BRI (banque des règlements internationaux) représentent environ 700 000 milliards de dollars !!

- Le passage de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans aux USA n'est pas un exemple d'effondrement économique, mais pour l'information de tous, c'est une situation qui nous montre parfaitement ce qu'est une rupture majeure de la normalité. Plus de services support, plus d'État, plus d'approvisionnement, plus de sécurité pour ne pas dire une situation d'anarchie totale, bref le seul recours, et le seul secours que vous auriez dans un tel cas, serait uniquement le vôtre, votre préparation et vos proches !!

Ici une réflexion très pertinente sur la question de l'autonomie énergétique et de la recherche de rendement quand on installe des panneaux solaires :

Croire que l'autonomie électrique d'un habitat est seulement pour son propriétaire une manière d'éviter de payer des factures EDF procède d'une vision très étroite du sujet. Tout comme laisser croire qu'on participe à « sauver la planète » en produisant soi-même son électricité solaire. L'autonomie énergétique est avant toute chose une démarche intellectuelle, politique, philosophique, en lien avec la liberté, et de façon plus générale, les libertés. Comme le logiciel libre empêche qu'une « œuvre codée », collective ou non, ne devienne la propriété d'un petit nombre qui obligerait le reste à « passer par lui » pour en bénéficier, l'autonomie électrique redonne le pouvoir à celui qui la crée.

La guerre qui vient : l'écrasante responsabilité du camp occidental

par Le Yéti - Le monde d'après



Bombardements sur Donetsk, Ukraine (AFP-Bulent Kilic)

Quand elles ne s'effondrent pas sur elles-mêmes, l'acte ultime du suicide des civilisations a toujours été la fuite meurtrière vers la guerre. La honte et la désolation en guise d'épitaphe. Ainsi en va-t-il aujourd'hui des "démocraties" occidentales, corrompues, gangrenées, devenues des monstruosités criminelles.

Paul Craig Roberts sait de quoi il parle. Économiste, journaliste conservateur américain (Wall Street Journal), sous-secrétaire au Trésor de Ronald Reagan (1981-1982), père fondateur des Reaganomics, il a suffisamment boursingué dans les milieux de la finance et de la politique pour en bien connaître les rouages interlopes.

Pour lui, l'affaire est entendue. Asphyxiés par la décomposition de leur système financier de domination mondiale, les États-Unis et leurs alliés sont en train de précipiter la planète vers la guerre, , via leur bras armé de l'Otan, au risque d'une apocalypse nucléaire^[1].

Car dorénavant l'adversaire d'en face évolue dans une division bien supérieure à celle des fous de dieux d'Al-Quaïda, du Hezbollah ou du Hamas : rien moins que la Russie historique qui, loin d'être isolée, peut compter sur de solides alliés : la Chine, l'Inde, les pays réfractaires

d'Amérique du Sud... et tous les laissés pour compte de la mondialisation financière sauvage.

Un empire occidental devenu fou

« Les élites occidentales et les gouvernements ne sont pas seulement totalement corrompus, ils sont aussi devenus fous » (Paul Craig Roberts).

Les fiascos en Afghanistan et en Irak, les échecs en Libye et en Syrie, n'auront donc pas servi aux **donneurs de leçons américains**. Voilà leurs faucons de guerre initiant et soutenant financièrement, matériellement des régimes bombardant leur propre population (Ukraine) ou des populations civiles (Gaza). Les voici portés par la propagande grossière de leur "presstitute" (jeu de mots entre presse et prostituée inventé par Paul Craig Roberts). Mais critiqués et condamnés jusque dans leurs propres cercles (le memorandum d'anciennes sommités de la CIA, du FBI et du Département d'État^[2]).

Pâles comparses d'un oncle Sam qui les méprise (rappelez-vous le « fuck EU ! » de la secrétaire d'État adjointe Nuland), partagés face à la Russie entre défense de leurs intérêts et sanctions, intégrant précipitamment en leur sein un pouvoir issu d'un putsch et en pleine guerre civile (Ukraine), morveux sur la tragédie de Gaza, **les pays membres de l'Union européenne** ont tout pour être les dindons de la prochaine sinistre farce (et leurs populations avec).

Tête de pont de l'empire occidental au Moyen-Orient, créé à cet effet en 1948, **l'État d'Israël**, dont l'existence dépend exclusivement du soutien de son mentor américain, n'en finit pas de perdre aux yeux de l'opinion publique mondiale les guerres qu'il gagne sur le terrain. Son agressivité absurde, comme à Gaza aujourd'hui,

démontre si besoin est qu'en périodes de tensions exacerbées, le fossé est bien tenu entre raison (d'État) et folie meurtrière irrationnelle, entre calcul et pathologie.



Quoique encore un peu en retrait, **quelques autres spécimens de pays repus** — le Japon, le Canada, l’Australie... — participent vaillamment à cette désolante curée belliqueuse.

Une résistance soudée par l’adversité

En face, eh bien en face — comment pourrait-il en être autrement ? — la résistance s’organise. Des pays en apparence très divers, aux intérêts parfois antagonistes, se ressoudent face à l’adversité.

La Russie est parvenue à sortir du naufrage soviétique et reprend des forces manifestes au niveau économique avec une arme redoutable à sa disposition : ses ressources énergétiques. Poutine n’est certes pas un ange de la démocratie, ni un chevalier blanc des droits de l’homme. Mais il démontre à l’occasion des qualités hors pairs de joueur d’échec, aussi rompu à l’attaque qu’à la défense. En matière de géopolitique, on lui compte plus de victoires que de défaites (Syrie, Crimée, alliance financière des BRICS...).

La Chine, en passe de devenir la première économie mondiale, montre elle aussi un stoïcisme et une froideur à toute épreuve devant l’adversité. Ses dépenses militaires vont encore augmenter de 12,2 % en 2014 (11,2 % en 2012, 10,7 % en 2013). Son soutien à la Russie ne s’est pas démenti une seule fois depuis le début de la crise aiguë déclenchée par l’Otan en Ukraine.

Les États réfractaires d’Amérique latine s’émancipent peu à peu — démocratiquement — de l’influence de Washington. Ils participent activement à la création de la banque de développement des BRICS. Le Chili, le Salvador, le Pérou, le Brésil, l’Équateur, l’Argentine, l’Uruguay, le Paraguay viennent de rappeler leurs ambassadeurs en Israël, après le Venezuela et la Bolivie en 2009, Cuba depuis 1973. Evo Morales, président bolivien, a déclaré Israël « État terroriste » et impose des visas à ses ressortissants.

En décembre dernier, **95 pays membres de l’Onu** votèrent la résolution A/RES/68/80 ouvrant une enquête « sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l’homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés ». Parmi eux, l’Inde, le Pakistan, l’Iran, l’Afrique du Sud... Le camp occidental vota contre ou s’abstint en regardant ailleurs. L’Occident gagnerait à mesurer le degré de répulsion qu’il suscite.

« Notre problème, c'est l'obéissance »

Assommé, humilié, éreinté par une propagande hystérique, le citoyen occidental à l'esprit encore un peu sain, et qui n'a pas cédé à la fanatisation ambiante, doit se sentir bien désarmé devant la broyeuse infernale en train de se mettre en branle.

S'abandonner au désespoir de l'apocalypse menaçante, comme la prédit Paul Craig Roberts au fil de ses chroniques, n'est pourtant pas envisageable. L'apocalypse ne s'envisage pas. Au mieux, elle s'évite. Au pire, elle se subit (demandez donc aux Gazaouis).

En attendant, il faut vivre, avec cette plaie à l'âme de savoir que même à son corps défendant, on appartient au camp des agresseurs devenus fous. La honte, l'écœurement, l'impuissance vous submergent.

Ne reste plus qu'à se tenir à distance de cet ignoble fracas, tout en se rappelant, comme le soulignait le grand historien engagé américain Howard Zinn^[3], que **le grand problème des êtres humains civilisés n'a jamais été la désobéissance, mais l'obéissance.**



L'acteur Matt Damon lit un extrait d'un discours de Howard Zinn (vo stf)

http://www.dailymotion.com/video/x17oc35_matt-damon-notre-probleme-c-est-l-obeissance-civile_webcam#from=embedframe

Notes :

- [1] [“La guerre approche”](#), cinq chroniques de Paul Craig Roberts publiées sur le site les-crises.fr.
- [2] [Texte du memorandum](#) publié le 29 juillet 2014 par d’anciens responsables de la CIA, du FBI et du Département d’État (en anglais).
- [3] [Howard Zinn](#) (1922-2010), historien et politologue américain, auteur d’”Une Histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours”, “Désobéissance civile et démocratie”, “L’Impossible neutralité, autobiographie d’un historien et militant”. La traduction de ses œuvres est disponible aux éditions Agone ou chez Lux éditeur.

Ce qu’il faut retenir des pertes du Crédit Agricole au Portugal

Laurent Pinsolle jeudi 7 août 2014

Papié publié en avant-première sur le FigaroVox

Mardi, [le Crédit Agricole a annoncé une charge exceptionnelle de plus de 700 millions d’euros pour tenir compte le plan de sauvetage de Banco Espirito](#) (dont il était actionnaire à hauteur de 14,6%) par le Portugal. Une nouvelle affaire bancaire qui en dit long sur [la nécessaire réforme de la finance](#).



Une nouvelle crise bancaire

Décidemment, l'actualité charrie toutes les semaines au moins un nouveau scandale bancaire, que ce soit [la manipulation de cours comme le Libor](#), les condamnations sur les subprimes, les aléas de l'affaire Jérôme Kerviel, [l'incroyable condamnation de BNP Paribas](#) et les innombrables amendes qu'acceptent de payer les banques à la justice aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne principalement. Mardi, [Lisbonne a annoncé un plan radical pour sauver de la faillite Banco Espirito, en la recapitalisant de 4,4 milliards d'euros, annihilant, pas illogiquement, les parts des actionnaires](#). La banque va être coupée en deux, entre une Novo Banco qui récupérera les bons actifs et une mauvaise banque pour solder le reste.

Bizarremment, les raisons de cette recapitalisation massive à l'échelle du Portugal ne sont que rarement évoquées, la plupart des médias se contentant d'évoquer les fraudes de la famille Espirito, qui était alors le premier actionnaire de la banque avec 20% du capital. Mais quelques recherches permettent de trouver [cet article des Echos](#), qui évoque la cascade financière peu orthodoxe de la famille, qui détenait en réalité 100% d'un fond luxembourgeois, qui avait 100% d'un fond portugais, qui avait 49,6% d'un groupe luxembourgeois qui détenait 20% de la banque. La holding de tête a été placée en dépôt de bilan suite à la découverte de fraudes, ce qui a fait tomber le château de cartes du fait d'un jeu de prêts. [C'est pour cette raison que les dirigeants du Crédit Agricole ont annoncé des actions en justice](#).

Une crise du laisser-faire et du laisser-passer

On pourrait ne retenir [qu'une énième histoire de banquiers escrocs](#), mais la portée de cette affaire dépasse ce simple cadre, qui invite pourtant déjà à réfléchir sur l'organisation du système bancaire. Bien sûr, [le Crédit Agricole professe sa bonne foi et on peut a priori ne pas trop en douter](#). Néanmoins, difficile de ne pas se dire qu'il n'a pas été un bon actionnaire, car la taille de sa participation impliquait une surveillance qui lui aurait permis d'éviter une telle fin. Ensuite, il est tout de même assez effarant qu'une banque accepte de prendre 14,6% du capital d'une autre banque [en en laissant 20,1% à une famille qui utilise un montage financier qui lui permet d'en avancer à peine la](#)

moitié. Bref, même si le Crédit Agricole s'est fait arnaquer, on peut se demander s'il n'y a pas eu des erreurs de sa part.

Enfin, tout ceci amène à se poser la question de l'organisation de ce capitalisme sans frontière et sans limite qui permet tout et n'importe quoi. Le principe des cascades de holding ne semble tout de même pas très juste. Ne faudrait-il pas mettre en place un système légal empêchant cette forme d'abus de pouvoir ? Puis, tous ces bouillons pris par des banques en dehors de leur pays d'origine amène à se demander quel est l'intérêt de laisser ses banques s'exposer à l'étranger. Même si le contribuable français ne sera pas sollicité pour cette affaire, ces dernières années, des contribuables ont payé pour des errements qui ont eu lieu dans d'autres pays, ce qui est aberrant. Bref, l'organisation bancaire actuelle crée une forme d'irresponsabilité qui favorise tous les excès, d'autant plus que l'Etat est toujours là pour nettoyer.

Cette affaire démontre encore une fois, s'il était besoin, que le système bancaire doit être beaucoup mieux et davantage régulé. Et cela ne réussira qu'en démondialisant une finance qui utilise la mondialisation pour conserver ses profits et collectiviser ses pertes, comme même certains libéraux le reconnaissent.